La séquence électorale de 2027. Votes et mobilisations dans et au-delà des urnes

La séquence électorale de 2027 s'inscrira dans un paysage politique profondément recomposé depuis 2017. La bipolarisation entre une gauche longtemps dominée par le Parti socialiste et une droite structurée autour de l'UMP puis des Républicains, qui avait organisé pendant plusieurs décennies la compétition nationale, a laissé place à une configuration plus fragmentée et instable. Les scrutins de 2017 et 2022 ont fait apparaître, sans les stabiliser complètement, trois grands ensembles électoraux – les gauches dans leurs différentes composantes, le bloc central constitué autour d'Emmanuel Macron et l'extrême droite dominée par le Rassemblement national – auxquels s'ajoutent des forces partisanes et une diversité de configurations locales qui ne se laissent pas réduire à cette tripartition (Cautrès et Muxel, 2019 ; Gougou, 2022 ; Durovic, 2023). Les élections européennes et législatives anticipées de 2024 ont encore déplacé les rapports de force : progression du Rassemblement national et alliance de ce parti avec un segment dissident de LR, recul du camp présidentiel, constitution dans l'urgence du Nouveau Front Populaire et nouvelles divisions à droite. Les élections municipales de mars 2026, puis les élections sénatoriales de septembre 2026, prolongent cette séquence de recomposition et permettent d'en observer les ancrages territoriaux et institutionnels. Ces évolutions invitent moins à postuler la stabilisation d'un nouvel ordre électoral qu'à analyser la manière dont se recomposent simultanément les offres, alliances, implantations territoriales et rapports de force politiques.

Ces transformations se déploient dans un contexte de déclin tendanciel de la participation électorale et de fortes inégalités sociales devant le vote. Cette tendance de long terme ne doit toutefois pas conduire à considérer l'abstention comme homogène ou définitivement installée. La participation varie fortement selon les scrutins, leur degré de saillance, les configurations de compétition et les dispositifs de mobilisation ; une part importante des électrices et des électeurs alterne ainsi entre vote (exprimés, blancs ou nuls) et abstention d'une élection à l'autre (Braconnier et Dormagen, 2007 ; Braconnier, Coulmont et Dormagen, 2017 ; Algava et Bloch, 2022 ; Durovic, 2023 ; Bono et Brouard, 2026). Les élections législatives anticipées de 2024 l'ont illustré de manière spectaculaire après l'abstention historiquement élevée enregistrée lors des précédentes élections législatives de 2022. Ainsi, en période électorale, différentes formes de participation et d'engagement cohabitent : voter, s'abstenir, revenir au vote, changer de choix, hésiter jusqu'au dernier moment, mais aussi participer aux activités de campagne, être sollicité par des organisations ou s'exposer de façon plus diffuse à la compétition politique. La participation n'est pas seulement une toile de fond de l'élection : ses variations et les processus de mobilisation, de démobilisation et de remobilisation sont constitutifs de la dynamique électorale elle-même.

C'est dans cette perspective que *Pôle Sud* souhaite consacrer un dossier à l'élection présidentielle de 2027 en l'appréhendant, non comme un événement isolé, mais comme le centre d'une séquence politique élargie. En amont tout d'abord, il s'agira d'observer la préparation et la sélection des candidatures, la construction des alliances, les anticipations des acteurs, les effets des scrutins précédents et la mise en place progressive des dispositifs de campagne. L'élection elle-même permettra de saisir la production de l'offre, les formes de mobilisation, la formation des préférences et les déterminants sociaux et territoriaux du vote. Ensuite, l'attention pourra porter sur les effets de la campagne et des résultats électoraux : recompositions partisanes et organisationnelles, redéfinition des alliances et des carrières, probables élections législatives au sortir du scrutin présidentiel, transformations des engagements et des relations au politique. Les contributions s'intéresseront aux acteurs, groupes et territoires avant, pendant et après le(s) scrutin(s), afin de

comprendre comment comportements, organisations et rapports de force se construisent et se transforment au fil de la séquence.

L'appel se structure autour de trois principaux axes.

Axe 1. Offre politique et campagnes électorales

Le premier axe rassemble les travaux portant directement sur la compétition. Deux ensembles de questions sont proposés. Ils pourront naturellement être combinés dans une même contribution.

1. Constituer l'offre politique et analyser sa réception

Une première série de contributions pourra porter sur la production de l'offre politique : sélection des candidatures, construction des coalitions, concurrence entre prétendants, négociation des investitures, production programmatique, transformations des organisations partisanes et ajustements stratégiques aux nouvelles configurations de la compétition électorale. Les campagnes de 2017, 2022 et 2024 ont montré la réussite de formes organisationnelles plus souples, personnalisées ou faiblement institutionnalisées, ainsi que la capacité des conjonctures électorales à reconfigurer rapidement alliances et frontières partisanes (Gougou, 2022 ; Lefebvre, 2026).

Il s'agira également d'étudier la manière dont cette offre est perçue, catégorisée et saisie par les électeurs : quelles candidatures apparaissent crédibles ou possibles ? Comment sont reçues les coalitions et les stratégies de rassemblement ? Comment se redéfinissent les proximités et les distances entre forces politiques dans un espace électoral instable ?

2. Faire campagne et mobiliser les électeurs

Un deuxième ensemble de travaux pourra analyser le travail concret de mobilisation électorale et la diversité contemporaine des manières de faire campagne. Porte-à-porte, tractages, meetings, dispositifs téléphoniques, mobilisation interpersonnelle, événements militants, communication médiatique et usages des plateformes numériques peuvent être étudiés comme autant de répertoires dont l'articulation varie selon les organisations, les territoires et les publics visés (Agrikoliansky, Heurtaux et Le Grignou, 2011 ; Chadwick, 2017).

Les contributions pourront examiner le recrutement et l'activation des militants et sympathisants, les relations entre professionnels et bénévoles, la circulation des savoir-faire, la territorialisation des campagnes ou encore les dispositifs de ciblage et de contact avec les électeurs. Elles pourront également interroger les effets différenciés de ces mobilisations : qui est effectivement atteint par la campagne, qui demeure à distance, et dans quelles conditions une sollicitation conduit-elle à participer, à revenir aux urnes ou au contraire à se démobiliser ?

Axe 2 : Préférences et déterminants du vote

Le deuxième axe s'intéresse plus spécifiquement aux préférences électorales, aux comportements de vote et à leurs explications. Deux sous-axes sont proposés.

1. Former et transformer les préférences

Un autre ensemble de contributions pourra se concentrer sur la formation des préférences et leurs transformations au cours de la séquence. Comment se construit un choix électoral dans un contexte de transformation des identifications partisanes, d'offre mouvante et de circulation rapide des

informations ? Quels rôles jouent les enjeux, les candidatures, les événements de campagne, les discussions interpersonnelles, les médias traditionnels ou les plateformes numériques ?

Les travaux pourront porter sur les hésitations, les arbitrages, les transferts entre électorats et les formes de vote stratégique ou de vote utile, mais aussi sur les électeurs soumis à des sollicitations idéologiques contradictoires (Zaller, 1992 ; Gonthier, 2025). Les plateformes numériques méritent ici une attention particulière : exposition volontaire ou incidente aux contenus politiques, recommandations algorithmiques, influence des pairs, formats vidéo, campagnes d'influence, publicité ciblée ou circulation de contenus militants peuvent contribuer à structurer la perception de l'offre et les dynamiques de mobilisation, sans qu'il soit possible d'en déduire mécaniquement des effets univoques sur le choix électoral (Chadwick, 2017 ; Vaccari et Valeriani, 2021 ; Neihouser, Figeac et Poubel, 2025).

2. Expliquer les votes : déterminants sociaux, relationnels et territoriaux

Enfin, les contributions pourront revenir sur les déterminants sociaux et géographiques des comportements électoraux et sur leur recomposition. Classe et position sociales, diplôme, patrimoine, religion, âge et génération, genre, conditions de travail ou trajectoires professionnelles peuvent être articulés aux caractéristiques des territoires et des environnements relationnels (Gaxie, 1978 ; Lehingue, 2011 ; Perrineau, 2023 ; Cagé et Piketty, 2023 ; Durovic, Mayer et Piolat, 2025 ; Haute et al., 2025). Une attention particulière pourra être accordée à la composition sociale et territoriale des électorats, aux mutations du vote de classe, aux effets du renouvellement générationnel, aux circulations entre électorats et à l'articulation entre positions sociales et contextes de résidence.

Le renouvellement des approches contextuelles invite à ne pas déduire les comportements des seules propriétés individuelles : quartiers, communes, bassins d'emploi, configurations familiales, relations amicales et professionnelles, collectifs de travail, offre politique locale et dispositifs de mobilisation constituent autant d'espaces dans lesquels circulent normes, informations et préférences (Braconnier, 2010 ; Buton et al., 2016 ; Agrikoliansky, Aldrin et Lévêque, 2021 ; Haute et al., 2023 ; Collectif ALCoV, 2025). La séquence de 2027 permettra ainsi de tester la solidité des réalignements observés depuis 2017 et de saisir les mécanismes concrets par lesquels les appartenances sociales et territoriales se traduisent – ou non – en choix électoraux.

Axe 3. Observer la séquence en-deçà et au-delà des scrutins : anticipations, effets et politique au quotidien

Le troisième axe invite à élargir l'observation à ce qui se joue avant et après les élections proprement dites. Deux principales questions sont ici proposées.

1. Anticipation et adaptation

En amont, une échéance électorale (qu'elle soit présidentielle et/ou législative) est anticipée hors des états-majors partisans : administrations, collectivités, associations, syndicats, entreprises, groupes professionnels, médias ou acteurs économiques peuvent ajuster leurs stratégies, leurs calendriers et leurs prises de position à l'horizon du scrutin. Ces anticipations peuvent être étudiées comme des effets politiques de l'élection avant même qu'elle n'ait lieu. Elles concernent aussi les acteurs engagés dans la compétition : choix de carrière, disponibilité militante, professionnalisation, constitution d'équipes, levée de ressources, construction de réseaux ou

division du travail politique. L'analyse pourra ainsi prolonger les recherches sur les transformations et la différenciation du travail politique (Demazière et Le Lidec, 2014).

En aval, il s'agira d'interroger ce qu'une séquence électorale fait aux organisations, aux collectifs et aux trajectoires. Un résultat électoral peut modifier les rapports de force inter et intra-partisans, accélérer des recompositions partisanes, provoquer des départs ou des ralliements, ouvrir ou fermer des opportunités professionnelles, redistribuer des ressources et transformer les formes d'engagement. Les contributions pourront suivre les effets des scrutins sur les militants, les professionnels de la politique, les administrations, les associations ou les groupes mobilisés pendant la campagne. Le suivi des mêmes acteurs, collectifs ou territoires permettra en particulier d'observer ce qui demeure de la mobilisation lorsque l'élection est terminée : maintien de réseaux, reconversions, désengagement, nouvelles causes ou transfert de ressources vers d'autres espaces d'action.

2. Rapports profanes aux élections

Cette approche séquentielle ouvre enfin sur une sociologie de la politique au quotidien. Il s'agit de ne pas réserver l'analyse des élections aux seuls spécialistes, militants ou professionnels, mais de saisir la manière dont la compétition s'inscrit dans les univers ordinaires : discussions et silences en famille, entre amis ou au travail, désaccords et évitements, émotions suscitées par la campagne et ses résultats, effets des divergences politiques sur les relations sociales, engagement ponctuel ou mise à distance du politique.

Les recherches sur les rapports profanes au politique et les enquêtes localisées montrent combien les choix électoraux prennent sens dans des trajectoires biographiques, des appartenances sociales et des relations concrètes (Buton et al., 2016 ; Agrikoliansky, Aldrin et Lévêque, 2021). La séquence de 2027 pourra ainsi être saisie non seulement à travers les résultats qu'elle produit, mais aussi à travers ce qu'elle fait aux individus et aux relations : intensification ou retrait du politique, reconfiguration des discussions ordinaires, rapprochements, tensions, politisation ou dépolitisation. Cette ouverture autorise des contributions portant sur les expériences ordinaires de la politique avant, pendant et après le scrutin.

Le dossier accueillera des articles reposant sur des méthodes et des matériaux diversifiés : enquêtes par questionnaires ou panels, données électorales individuelles ou agrégées, analyses territoriales, entretiens, observations ethnographiques, analyses de réseaux, archives ou analyses de contenus médiatiques et numériques. Les dispositifs permettant de suivre les mêmes acteurs, groupes ou espaces au fil de la séquence seront particulièrement bienvenus, de même que les recherches articulant plusieurs échelles ou plusieurs méthodes.

Les propositions d'articles sont à adresser aux trois responsables du numéro : Michel Catlla (michel.catlla@univ-tlse2.fr), David Gouard (david.gouard@univ-tlse2.fr) et Christine Pina (christine.pina@univ-cotedazur.fr). Ces propositions d'environ 3 000 signes (hors bibliographie) doivent indiquer un titre, présenter la problématique retenue, son lien avec la littérature scientifique, les matériaux et les résultats envisagés. Après sélection par les responsables du numéro (voir calendrier ci-dessous), les articles finalisés seront évalués en double aveugle par des évaluateurs indépendants, le comité éditorial se réservant le droit de refuser certains articles en cas d'évaluation négative.

Calendrier

Date limite d'envoi des propositions : 1er février 2027

Réponse aux propositions : 1er mars 2027

Remise des articles aux normes de la revue : 1er septembre 2027

Retour des évaluations : fin octobre 2027

Publication du numéro : juin-juillet 2028

Références

Agrikoliansky É., Aldrin P. et Lévêque S. (dir.), *Voter par temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires*, Paris, PUF, 2021.

Agrikoliansky É., Heurtaux J. et Le Grignou B. (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011.

Algava É. et Bloch K., « Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser », *Insee Première*, n° 1929, 2022.

Bono, P.-H. et Brouard, S. (2026). « Mode de scrutin, offre électorale et participation électorale La réforme du mode de scrutin municipal de 2013 comme expérience quasi naturelle », *Revue française de science politique*, 76(1), 7-43.

Braconnier C., U*ne autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso éditions, 2010.

Braconnier C., Coulmont B. et Dormagen J.-Y., « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, 2017, p. 1023-1040.

Braconnier C. et Dormagen J.-Y., *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

Buton F., Lehingue P., Mariot N. et Rozier S. (dir.), *L'Ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

Cagé J. et Piketty T., *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Paris, Seuil, 2023.

Cautrès B. et Muxel A. (dir.), *Histoire d'une révolution électorale (2015-2018)*, Paris, Classiques Garnier, 2019.

Chadwick A., *The Hybrid Media System. Politics and Power*, 2e éd., Oxford, Oxford University Press, 2017.

Collectif ALCoV, *Les contextes du vote. L'ancrage social des pratiques électorales*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2025.

Demazière D. et Le Lidec P. (dir.), *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

Dolez B. et Laurent A., « Quand le train des élections séquentielles déraille. Retour sur la fabrique d'une Assemblée sans majorité en 2022 », *Revue française de science politique*, vol. 72, n° 4, 2022, p. 563-581.

Durovic A., « Rising Electoral Fragmentation and Abstention: The French Elections of 2022 », *West European Politics*, vol. 46, n° 3, 2023, p. 614-629.

Durovic A., Mayer N. et Piolat N., « Ni tout à fait le même ni tout à fait un autre. Le vote aux élections législatives de 2024 au prisme du genre et de l'âge », *Revue française de science politique*, vol. 75, n° 1, 2025, p. 39-65.

Gaxie D., *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

Gonthier F., « Mobilisé·es et polarisé·es. Le vote des Français·es économiquement à gauche et culturellement à droite aux élections législatives anticipées de 2024 », *Revue française de science politique*, vol. 75, n° 1, 2025, p. 7-38.

Gougou F., « La consolidation d'un nouvel ordre électoral ? Les élections de 2022 dans la perspective des réalignements », *Revue française de science politique*, vol. 72, n° 6, 2022, p. 915-943.

Haute T., Neihouser M., Kelbel C., Soubiran T., Bué N., Desage F., Baloge M., Briatte F., von Nostitz F.-C., Sandri G. et Talpin J., « "Variables lourdes" et effets de voisinage. Retours sur une enquête à la sortie des urnes à Roubaix », *Revue française de science politique*, vol. 73, n° 2, 2023, p. 195-225.

Haute T., Touzet H., Nemesien E., Giraud B. et Lihouck L., « Travail et comportement électoral. Le cas des élections législatives et européennes de 2024 en France », *Revue française de science politique*, vol. 75, n° 3, 2025, p. 491-520.

Lefebvre R., *Faire parti autrement ? Une approche comparée de La France insoumise et de La République en marche-Renaissance*, Paris, Raisons d'agir, 2026.

Lehingue P., *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte, 2011.

Neihouser M., Figeac J. et Poubel C., « Faire campagne en contexte de crise. Les médias sociaux et la recomposition des rapports de force partisans lors des élections législatives de 2024 », *Revue française de science politique*, vol. 75, n° 1, 2025, p. 67-96.

Perrineau P. (dir.), *Le vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d'avril et juin 2022,* Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2023.

Vaccari C. et Valeriani A., *Outside the Bubble. Social Media and Political Participation in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

Zaller J. R., *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.